



# Assemblée générale

Distr. générale  
12 juillet 2022  
Français  
Original : anglais

## Conseil des droits de l'homme

### Cinquante et unième session

12 septembre-7 octobre 2022

Point 1 de l'ordre du jour

### Questions d'organisation et de procédure

## Élection des membres du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme\*

### Note du Secrétaire général

1. Conformément à sa résolution 5/1, le Conseil des droits de l'homme doit élire son Comité consultatif, composé de 18 experts siégeant à titre individuel et dont la candidature est proposée par les États Membres de l'Organisation des Nations Unies à l'issue de consultations avec les institutions nationales des droits de l'homme et les organisations de la société civile, au scrutin secret, sur la liste des candidats dont les noms auront été présentés conformément aux conditions arrêtées.
2. La répartition géographique des membres est la suivante :
  - a) États d'Afrique : 5 ;
  - b) États d'Asie et du Pacifique : 5 ;
  - c) États d'Europe orientale : 2 ;
  - d) États d'Amérique latine et des Caraïbes : 3 ;
  - e) États d'Europe occidentale et autres États : 3.
3. À sa sixième session, le Conseil a adopté la décision 6/102 sur le suivi de sa résolution 5/1, dans laquelle sont énoncés les critères techniques et objectifs de présentation des candidatures. Ces critères sont les suivants :
  - a) Compétence et expérience reconnues dans le domaine des droits de l'homme ;
  - b) Haute moralité ;
  - c) Indépendance et impartialité.
4. Les États membres sont priés d'appliquer les directives suivantes concernant les critères techniques et objectifs pour la sélection de leurs candidats :
  - a) Compétence et expérience :
    - i) Études universitaires dans le domaine des droits de l'homme ou dans des domaines connexes et/ou expérience directe ou indirecte du rôle de responsable ou d'organisateur dans le domaine des droits de l'homme aux niveaux national, régional ou international ;

\* L'annexe du présent document est distribuée telle qu'elle a été reçue, dans les langues de l'original seulement.



- ii) Expérience appréciable (cinq ans au moins) et contributions personnelles dans le domaine des droits de l'homme ;
  - iii) Connaissance du système des Nations Unies et des mandats et politiques institutionnels ayant trait aux activités dans ce domaine, ainsi que des instruments, normes et disciplines relatifs aux droits de l'homme ; une bonne connaissance des différents systèmes juridiques et des différentes civilisations serait souhaitable ;
  - iv) Maîtrise d'au moins une des langues officielles de l'ONU ;
  - v) Temps à consacrer aux travaux du Comité consultatif, pour concourir à son efficacité, tant en assistant à ses sessions qu'en menant à bien les activités prescrites entre les sessions ;
- b) Haute moralité ;
  - c) Indépendance et impartialité : les personnes ayant de hautes responsabilités dans un gouvernement ou dans toute autre organisation ou entité qui pourraient donner lieu à un conflit d'intérêts avec les responsabilités inhérentes au mandat seront écartées ; les membres élus au Comité consultatif siègeront à titre individuel ;
  - d) Autres considérations : le principe du non-cumul des mandats dans le domaine des droits de l'homme doit être respecté.

5. Lorsqu'il élira les membres du Comité consultatif, le Conseil devrait accorder l'attention voulue à l'équilibre entre les sexes et à une représentation appropriée des différentes civilisations et des différents systèmes juridiques.

6. À sa septième session, le Conseil des droits de l'homme a élu pour la première fois les 18 membres du Comité consultatif. Quatre membres ont été élus pour un mandat d'un an, sept pour un mandat de deux ans et sept autres pour un mandat de trois ans.

7. À sa cinquante et unième session, conformément à son programme de travail annuel, le Conseil des droits de l'homme procédera aux trois élections ci-après afin d'élire neuf membres du Comité consultatif :

- a) Une élection ordinaire pour élire sept membres en remplacement de ceux dont le mandat expire le 30 septembre 2022<sup>1</sup>, sur une liste de candidats désignés par les États Membres (voir sect. I ci-dessous) ;

- b) Une élection partielle pour pourvoir une vacance fortuite résultant du décès d'un membre du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme en mai 2022, à partir d'une liste de candidats désignés par les États membres (voir sect. II ci-dessous) ;

- c) Une élection partielle pour pourvoir une vacance fortuite résultant de la démission d'un membre du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme en juillet 2022, à partir d'une liste de candidats désignés par les États membres (voir sect. III ci-dessous).

8. Conformément au paragraphe 71 de la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme, la liste des candidats doit être close deux mois avant la date de l'élection et le secrétariat doit communiquer cette liste et les informations pertinentes aux États Membres et les rendre publiques au moins un mois avant l'élection.

<sup>1</sup> Sur ces sept membres, un membre du groupe des États africains, Mona Omar, a démissionné en janvier 2022, après son élection en décembre 2021 par l'Assemblée générale au Forum permanent des personnes d'ascendance africaine, et un membre du groupe des États d'Europe orientale, Iurii Kolesnikov, est décédé en avril 2022. Ces deux sièges sont donc actuellement vacants.

## I. Candidats présentés par les États parties pour remplacer les sept membres dont le mandat vient à expiration le 30 septembre 2022

9. Le 21 avril 2022, le secrétariat du Conseil des droits de l'homme a adressé une note verbale aux coordonnateurs régionaux concernés pour les encourager à présenter des candidats, et les a informés que la date limite de soumission des candidatures était le 8 juin 2022.

10. Parmi ces 7 sièges, 2 reviennent aux États d'Afrique, 2 aux États d'Asie et du Pacifique, 1 aux États d'Europe orientale, 1 aux États d'Amérique latine et des Caraïbes et 1 aux États d'Europe occidentale et autres États.

11. Le 8 juin 2022, le secrétariat du Conseil des droits de l'homme a adressé une note verbale aux coordonnateurs régionaux concernés pour les informer que la date limite de soumission des candidatures avait été repoussée au 24 juin 2022.

12. Le secrétariat a alors reçu sept candidatures pour l'élection de 2022 au Comité consultatif, de la part des Gouvernements algérien, angolais, chinois, espagnol, qatarien, slovène et uruguayen.

13. Les candidatures reçues sont présentées ci-après ; les curriculum vitae des candidats figurent en annexe.

### États d'Afrique

<i>État présentant la candidature</i>	<i>Nom du candidat</i>
Algérie	Rabah Boudache
Angola	Sebastião Da Silva Isata

### États d'Asie et du Pacifique

<i>État présentant la candidature</i>	<i>Nom du candidat</i>
Chine	Yue Zhang
Qatar	Noor Al-Malki Al-Jehani

### États d'Europe orientale

<i>État présentant la candidature</i>	<i>Nom du candidat</i>
Slovénie	Vasilka Sancin

### États d'Amérique latine et des Caraïbes

<i>État présentant la candidature</i>	<i>Nom du candidat</i>
Uruguay	Javier Palummo

### États d'Europe occidentale et autres États

<i>État présentant la candidature</i>	<i>Nom du candidat</i>
Espagne	Milena Costas Trascasas

## II. Candidats présentés par les États Membres pour pourvoir la vacance fortuite résultant du décès de José Augusto Lindgren Alves (Brésil), dont le mandat devait expirer le 30 septembre 2024

14. Le 27 mai 2022, le secrétariat a été informé du décès, le 26 mai 2022, de José Augusto Lindgren Alves (Brésil). Par une note verbale datée du 8 juin 2022, adressée au coordonnateur régional des États d'Amérique latine et des Caraïbes, les États membres ont été invités à présenter des candidatures avant le 24 juin 2022, afin de pourvoir le poste vacant pour un mandat expirant le 30 septembre 2024.

15. Le secrétariat a alors reçu une candidature de la part du Gouvernement brésilien pour l'élection partielle visant à pourvoir la vacance fortuite.

16. La candidature reçue est présentée ci-après ; le curriculum vitae du candidat figure en annexe.

### États d'Amérique latine et des Caraïbes

<i>État présentant la candidature</i>	<i>Nom du candidat</i>
Brésil	Aldo de Campos Costa

## III. Candidats présentés par les États Membres pour pourvoir la vacance fortuite résultant de la démission d'Elizabeth Salmón (Pérou), dont le mandat devait expirer le 30 septembre 2023

17. Le 11 juillet 2022, le secrétariat a été informé de la démission d'Elizabeth Salmón (Pérou). Par une note verbale datée du 13 juillet 2022, adressée au coordinateur régional des États d'Amérique latine et des Caraïbes, les États membres ont été invités à présenter des candidatures avant le 27 juillet 2022, afin de pourvoir le poste vacant pour un mandat expirant le 30 septembre 2023.

18. Le secrétariat a alors reçu une candidature de la part du Gouvernement bahamien pour l'élection partielle visant à pourvoir la vacance fortuite.

19. La candidature reçue est présentée ci-après ; le curriculum vitae de la candidate figure en annexe.

### États d'Amérique et des Caraïbes

<i>État présentant la candidature</i>	<i>Nom de la candidate</i>
Bahamas	Jewel G. L. Major

## Annexe

### Notices biographiques\*

#### Rabah Boudache (Algérie)

[Original : français]

#### I. Fonction actuelle

Chargé d'études et de synthèse (conseiller) au cabinet du Ministre de la justice.

#### II. Langues

- La langue arabe : Très bon
- La langue française : Très bon
- La langue anglaise : Niveau moyen.

#### III. Formations

- Diplôme d'études spécialisées en droits de l'homme obtenu à l'Université Saint-Louis Bruxelles : Septembre 2004-2005 ;
- Diplôme de l'École Nationale d'Administration (Section judiciaire) 1986 1990 ;
- Baccalauréat série sciences expérimentales (session juin 1985).

#### IV. Formations professionnelles de courte durée

1. Participation à un cycle de formation des formateurs dans le domaine « Droits de l'homme dans la pratique de la police judiciaire » en 2015 animé par des experts du Comité International de la Croix Rouge à l'Institut National de la Police ;
2. Participation à une formation sur la gestion des affaires complexes en 2013, animée par des experts américains et organisée par le département d'État Américain ;
3. Participation à une formation intitulée « la lutte contre le terrorisme : tendances futures et nouvelle approche pour vaincre la menace terroriste » en 2011, organisée par le centre d'excellence de lutte contre le terrorisme (OTAN) ;
4. Participation à une formation sur la lutte contre la corruption et le crime organisé en 2011, organisée par le ministère de la justice des Etats-Unis d'Amérique et animée par des experts américains ;
5. Participation à un atelier sur les infractions de cybercriminalité en 2010 organisé par le ministère de la justice des Etats-Unis d'Amérique ;
6. Participation à une formation relative à l'organisation et à la gestion des enquêtes économiques et financières en 2010, animée par des experts étrangers ;
7. Participation à une conférence nationale intitulée « Promouvoir les modes alternatives à l'emprisonnement » organisé au cercle de l'armée en 2009 ;
8. Participation à une formation relative au droit pénal économique en 2006.

\* Les notices biographiques ne sont pas revues par les services d'édition.

## V. Expérience professionnelle

1. Chargé d'études et de synthèse (conseiller) au cabinet du Ministre de la justice, garde des sceaux de 2019 à ce jour, chargé des questions relatives aux droits de l'homme, notamment :
  - La mise en conformité de la législation nationale avec les normes du droit international des droits de l'homme ;
  - La réalisation des études relatives aux questions des droits de l'homme ;
  - La préparation, avec les structures concernées, des rapports et des réponses adressés aux organes de la charte et des traités et la mise en œuvre des avis, décisions ou recommandations de ces derniers ;
  - La préparation, avec les structures concernées, des réponses adressées aux ONG.
2. Nommé Juge à la cour suprême depuis le 29 septembre 2021 ;
3. Conseiller près la Cour de Justice d'Alger de 2014 à 2018 ;
4. Procureur de la République près le tribunal de Rouïba, Wilaya d'Alger de 2010 à 2014 ;
5. Procureur de la République près le tribunal de Boumerdes de 2008 à 2010 ;
6. Procureur de la République près le tribunal d'Akbou – Wilaya de Bejaia (2000-2004) et de (2005-2008) ;
7. Procureur de la République près le tribunal de Draa-El-Mizan Wilaya de Tizi Ouzou (1996-2000) ;
8. Procureur de la République près le tribunal de Metlili wilaya de Ghardaia (novembre 1992-1996) ;
9. Juge près le tribunal de Ghardaia (septembre 1990 à novembre 1992).

## VI. Autres expériences professionnelles en matière des droits de l'homme

1. Enseignant, à temps partiel, à l'école nationale de la magistrature pour les matières des droits de l'homme, du droit pénal et du juge d'instruction (2010–2013) ;
2. Président de la commission installée au ministère de la justice, chargée de l'élaboration du rapport de l'Algérie relatif à l'examen périodique universel à présenter devant le conseil des droits de l'homme en 2022 (2021–2022) ; La participation, en tant que membre ou comme président, dans les travaux des commissions chargées de la mise en conformité de la législation nationale avec les normes du droit international des droits de l'homme, notamment, en matière de garde à vue, de la détention provisoire, du droit à la défense, du délai raisonnable, des atteintes à la vie privée, de la traite des êtres humains, des atteintes aux biens, de la discrimination sous toutes ses formes, du droit d'accès à la justice etc ... Ainsi, j'ai participé en tant que :
  - (a) Président de la commission chargée de la révision du code de procédure pénale (2020–2021) ;
  - (b) Membre du conseil scientifique du centre de recherches juridiques et judiciaires de 2021 à ce jour ;
  - (c) Membre de la commission chargée de l'élaboration du décret présidentiel relatif à la composition et les attributions de l'observatoire national de la société civile (2021) ;
  - (d) Président de la commission chargée de l'élaboration du décret présidentiel relatif à l'exemption de présentation des extraits de casier judiciaire et des certificats de nationalité dans les dossiers administratifs (2020) ;

- (e) Membre de la commission chargée de l'élaboration du projet de loi relative à la discrimination et le discours de la haine (2020) ;
- (f) Membre de la commission chargée de l'élaboration du projet de loi relative aux bandes de quartiers (2020) ;
- (g) Membre de la commission chargée d'élaborer le projet du tribunal pilote en collaboration avec le PNUD (2013) ;
- (h) Membre de la commission chargée de l'élaboration de la table des infractions (2012) ;
- (i) Membre de la commission chargée d'élaborer la carte judiciaire de 2011 à 2012 ;
- (j) Membre de la commission chargée de la révision du code pénal de 2007 à 2008.

## **VII. Autres expériences professionnelles**

1. Enseignant, à temps partiel, à l'école nationale du greffe (2008–2009) ;
2. Président du groupe de travail chargé de la coopération judiciaire Algéro-Suisse (2021) ;
3. Président de la commission chargée de l'élaboration de la loi relative au sceau de l'Etat (2021) ;
4. Président de la commission installée au niveau du ministère de la justice, chargée de la sélection des candidats pour les formations à l'étranger de 2019 à ce jour ;
5. Membre de la délégation algérienne aux travaux de la huitième session de la conférence des Etats parties à la convention des Nations Unis contre la corruption (2019) ;
6. Membre de jury chargé de l'évaluation des mémoires de sortie (master 2) des officiers de la police judiciaire du ministère de la défense nationale (2011) ;
7. Membre de la commission relative à l'organisation des examens de sortie des officiers de la police judiciaire à l'école supérieure de la gendarmerie nationale (2011) ;
8. Membre de jury chargé des examens oraux relatifs à l'accès à l'Ecole Nationale de la Magistrature (2011) ;
9. Membre de la commission chargée de l'élaboration du programme de formation des greffiers en matière de l'organisation des services du parquet de la république (2008) ;
10. Membre de la commission chargée de l'élaboration du programme de formation des greffiers en matière de gestion des pièces à conviction (2008).

## **VIII. Contributions scientifiques**

1. Communication intitulée « modes alternatives pour le règlement des litiges en matière pénale » lors du colloque organisé le 18/06/2014 par le centre de recherche juridique et judiciaire ;
2. Communication intitulée « L'intime conviction en matière criminelle », parue dans la revue du centre de recherches juridiques et judiciaires en 2010 (consultable sur le site Internet de ce centre) ;
3. Mémoire de fin d'études intitulée « Les conséquences légales en matière de divorce » soutenue à l'Ecole Nationale d'Administration (juin 1990) ;
4. Communication intitulée « les problématiques issues de l'application de la loi relative à la prévention et la lutte contre la drogue et les psychotropes ».

**Sebastião da Silva Isata (Angola)****I. Positions and missions**

<i>2016–2019</i>	Chairman of the Committee on International Law of the African Union;
<i>2015–2019</i>	Member of the African Union Commission on International Law;
<i>In 2016</i>	He was elected in Accra Ghana Chair of the African Union Commission on International Law;
<i>2014–2019</i>	Member of the Group of Eminent Personalities of ACP (Caribbean and Pacific Africa);
<i>2008–2012</i>	African Union Special Representative in Guinea Bissau, Burundi and the Great Lakes Region;
<i>1996–1999</i>	Deputy Minister of External Relations of the Republic of Angola. Professor Sebastião Isata is also Career Ambassador of the Ministry of External Relations;
<i>1997–1979</i>	English Translator of President Agostinho Neto;
<i>In the 1980s</i>	He was Director of Department of External Relations of Central Committee of MPLA.

**II. Academic training**

Juris Doctoris – Doctorate in Law – Howard University, Washington D.C. – US;

Doctoral Thesis: “International Law and Respect for Human Rights”, Summa Cum Laude;

Master in International Law, American University, Washington D.C. – USA, Magna Cum Laude;

Law Degree – Howard University, Washington D.C. – USA;

Graduated in International Relations – Higher Institute of International Relations Raul Roa Garcia, University of Havana – CUBA;

Graduated in English Literature at the Higher Institute of Languages at Legon University, Accra – GHANA;

Primary, Secondary and High school, at the Seminary of the Capuchin Fathers of Cangola and Negage – ANGOLA.



### III. Academic activity

<i>2015–2019</i>	Chairman of the Scientific Council of the Methodist University of Angola – ANGOLA;
<i>2003–2016</i>	Dean of the Faculty of Law of the Technical University of Angola – ANGOLA;
<i>2002–2019</i>	Full Professor (Public International Law, Private International Law, Cooperation and Integration Law in Africa) – ANGOLA at the Catholic and Methodist Universities of Angola;
<i>1998–2002</i>	Professor of Advanced International Criminal Law and Transitional Law at the Master’s Program of the University of Cape Town – SOUTH AFRICA;
<i>Publications:</i>	Author of Good Governance An Imperative for Africa in the Third Millennium. Published in Cape Town, South Africa in January 2000;
<i>On March 28, 2019,</i>	He was reelected in Addis Ababa, Ethiopia, Chair of the African Union Commission on International Law.

### IV. Languages

- **Portuguese:** Spoken and written fluently
- **English:** Spoken and written fluently
- **French:** Spoken and written fluently
- **Spanish:** Spoken and written fluently

## **Aldo de Campos Costa (Brazil)**

1. **Working languages:** Portuguese, English, French and Spanish
2. **Current position/function:** Assistant prosecutor to the Brazilian Prosecutor-General (2020–present)  
Federal prosecutor (2014–present)

3. **Main professional activities**

Conduct preliminary examinations aimed to determine whether or not state enforcement agencies established the appropriate legal proceedings to protect the rights allegedly violated in order to eventually grant federal jurisdiction over any case involving serious human rights violations. Oversee preliminary examinations, investigations, prosecutions, and when applicable, appeals proceedings related to the President, the Vice-President, the members of the Cabinet, senators, congressmen and other senior civil and military officers. Provide strategic guidance on the investigation and prosecution of situations or cases assigned to the Office of the Prosecutor-General. Dismiss, under the delegation of the Prosecutor-General, claims which are manifestly without legal merit or manifestly outside the jurisdiction of the Brazilian Supreme Federal Court. Advise the Prosecutor-General on each situation and case under his responsibility, when required.

4. **Educational background**

University of Coimbra (Doctor iuris candidate), 2021–present; University of São Paulo (Bachelor of Laws), 1995–1999; Escola Superior do Ministério Público da União (Specialist in law applied to the Federal Prosecution Service), 2014–2015; University of Buenos Aires (Diplomado en sistema penal: cuestiones fundamentales), 2004; Harvard Law School’s Program on Negotiation (Certificate in Mediating Disputes), 2015.

5. **Other main activities in the field of human rights relevant to the treaty body concerned**

As a member of the Brazilian Amnesty Commission (2002): examined and evaluated pleas for reparation from persons who suffered harm, including physical or mental injury, emotional suffering, economic loss or substantial impairment of their fundamental rights, through acts or omissions by the Brazilian State that constitute gross violations of international human rights law, or serious violations of international humanitarian law, between 18 September 1946 and 5 October 1988, particularly during the authoritarian military dictatorship that ruled the country from April 1, 1964 to March 15, 1985. As a member of the Penitentiary Council of the State of Tocantins (2016): inspected and monitored state prisons to promote the protection of human rights and to prevent torture and ill-treatment; issued opinions to advise the Minister of Justice on whether to grant or not executive clemency.

6. **List of most recent publications in the field:**

- “Normas de sobredireito para a resolução de conflitos de direitos humanos” (2015);  
 “O processo de escolha e designação de defensores públicos interamericanos” (2014);  
 “Legitimidade para exigir o cumprimento de decisões internacionais” (2013);  
 “A proteção internacional dos direitos humanos e a reforma do Poder Judiciário no Brasil” (2004);  
 “O encarceramento da mulher e a mulher encarcerada: aspectos críticos e fáticos acerca da Individualização da pena” (1998).

## Yue Zhang (China)

### I. Education

Bachelor of Art Degree of Heilongjiang University, Harbin, China, majoring in English language and literature, and international studies, 1981–1985.

### II. Professional experience

<i>1985–1994</i>	Junior official of the Department of International Organizations and Conferences, Ministry of Foreign Affairs of China;
<i>April 1994</i>	United Nations observer in the first General Election in South Africa;
<i>1994–1997</i>	Second Secretary, Permanent Mission of China to the United Nations Office at Vienna and other international organizations;
<i>1997–1998</i>	Second Secretary, Department of International Organizations and Conferences, Ministry of Foreign Affairs of China;
<i>1998–1999</i>	Deputy County Magistrate of Xushui County, Hebei Province of China;
<i>1999–2002</i>	Deputy Director and Director of the Department of International Organizations and Conferences, Ministry of Foreign Affairs of China;
<i>2002–2006</i>	Counsellor, Permanent Mission of China to WTO, Geneva;
<i>2006–2010</i>	Deputy Director-General, Department of International Organizations and Conferences, Ministry of Foreign Affairs of China;
<i>2010–2011</i>	Deputy Chief of Mission and Minister-Counsellor, Embassy of China in India;
<i>2011–2013</i>	Permanent Representative of China to the United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific, Bangkok;
<i>2014–2018</i>	Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the People's Republic of China to the Republic of Liberia;
<i>2018–2019</i>	Ambassador at Large, Department of International Organizations and Conferences, Ministry of Foreign Affairs of China;
<i>2019–2021</i>	Consul General of China to Munich, Germany;
<i>2021–</i>	Retirement.

### III. Language

English: fluent

Chinese: fluent

### IV. Major experience relevant to the requirements

1. I spent most of my career life in the multilateral arena, covering political, security, social, economic and sustainable development areas. Almost in all deliberations in those areas, human rights are mentioned and inked. All these made me well aware of the concept of human rights in a broader perspective.

2. The bilateral overseas posts I was assigned with are India, Liberia and Germany, one new emerging economy, one post-conflict LDC and one developed country. So I have got firsthand knowledge about rights issues in different countries with different cultural background and at different levels of economic and social development.

3. Both of multilateral and bilateral work experiences have added value to my competence to fulfill the work of a member of the Human Rights Council Advisory Committee.

## Noor Al-Malki Al-Jehani (Qatar)

### I. Summary

Ms. Noor Al-Malki Al-Jehani is a seasoned and accomplished professional with 34 years of experience, including a comprehensive background in managing and leading public and private organizations in the State of Qatar. She has 20 years exposure and experience with the United Nations where she participated as a state delegate, a civil society representative and an independent expert in commissions, meetings and conferences on the topics of social development, the empowerment of women and human rights at the regional and international levels.

She is currently a member of the Board of Directors of Qatar Foundation for Social Work, the Advisory Committee at Ibn Kaldoun Center for the Humanities and Social Sciences at Qatar University and the General Assembly of Qatar Red Crescent Society where she is also a volunteer and member of its Humanitarian Assistance Committee.

She retired in November 2018.

### II. Experience

- Member of the Board, Acting CEO of Qatar Foundation for Social Work, Qatar's biggest civil society organization (July 2020–March 2021);
- Executive Director of the Doha International Family Institute, DIFI, a member of Qatar Foundation for Education, Science and Community Development (2012–2018). DIFI is a global policy and advocacy institute working to expand knowledge on Arab families and inform family policies through research;
- Secretary General of the Supreme Council for Family Affairs, SCFA (2009–2011) and before that, the Director of the Departments of Women Affairs and International Relations (2003–2008) at the same organization. SCFA was the highest body in Qatar for policy and strategy developments relating to families and women, children, youth, older persons and people with disabilities;
- Member of Qatar National Human Rights Committee (2003–2009).

### III. UN Experience

- Member the Board of Trustees of the United Nations Trust Fund for Victims of Trafficking in Persons (2017–2020);
- Member of the UN Committee on the Elimination of Discrimination against Women (2012–2013).

### IV. Professional contributions

- Led the development, execution and launch of an ambitious research agenda by the Doha International Family Institute from 2015 to 2018, including research on Arab Family Strengths, Work Family Balance, Wellbeing of Families living with Autism in Qatar and Impact of the blockade on Qatar on Families;
- Led the design and development of the first annual Research Grant on Arab family issues, launched by the Doha International Family Institute and Qatar National Research Fund in 2015;
- Conceptualized, planned, and coordinated multiple national and international conferences, expert group meetings, and seminars implemented by the Doha International Family Institute in collaboration with UN partners and international non-

governmental organizations from 2012 to 2018 on diverse topics, such as family policies, social protection, work family balance, and women empowerment;

- Participated in the development of the Qatar first National Development Strategy (2011–2016) and Second National Strategy (2017–2022), Qatar First Population Policy (2009–2014) and contributed to the development of several legislations including the Family Law, Housing Law, Social Security law, the Penal Code, Law on People of with Special Needs and Law on Combating Trafficking in Human Persons;
- Led national initiatives on gender equality and gender mainstreaming by SCFA which culminated in the ratification of the CEDAW convention in 2009;
- Speaker/panellist at multiple conferences, seminars and panel discussions at the national, regional and international levels.

## **V. Education**

- Bachelor of Arts (BA), Qatar University;
- In addition to extensive training in human rights, gender issues, child rights, leadership and management;
- Languages: Arabic (mother tongue) and English (fluent).

## Vasilka Sancin (Slovenia)

### I. Education and academic qualifications

PhD in International Law; Full (tenured) Professor of International Law.

### II. Relevant professional activities

1. Member of the **United Nations Human Rights Committee** (2019–2022); Vice-Chair (2021–2022); Special Rapporteur on Follow-up to Concluding Observations (2021–2022);
2. Arbitrator and a member of the Bureau of the **Court for Conciliation and Arbitration**, OSCE; Geneva, Switzerland: 6-year term (2019–2025);
3. **International Court of Justice**; Department of Legal Matters (2006 Intern); The Hague, The Netherlands;
4. Full Professor of International Law at the **Faculty of Law, University of Ljubljana** – teaching courses and conducting research in the field of international law, including international human rights law; Head of the Department of International Law and Director of the Institute for International Law and International Relations at University of Ljubljana, Faculty of Law;
5. Teaching a module on UN Human Rights System within the Masters programme of the **University of Vienna, Faculty of Law**, Vienna (Austria);
6. Teaching as a visiting professor at a number of **foreign universities** across the Globe (e.g. University of Johannesburg, South Africa – 2010, 2012, 2014, University of Seville, Spain, 2010, University of Istanbul, Turkey, 2010, University of Marmara, Istanbul, Turkey, 2012, University of Belgrade, Serbia, 2008 – , University College Victory in Prishtina, Kosovo, 2011, University of Lisbon, Portugal, 2013, University of Akita and University of Kyoto, Japan, 2013, University of Augsburg, Germany, 2013, University of Vienna, Austria, 2013, University of Cyprus, Nicosia, Cyprus, 2014, University of Iceland, 2014, University of Montenegro 2015 and 2018, George Washington University, Washington D.C., 2016, Sungyunkwan University, Seoul, South Korea, 2016, East China University of Politics and Law, Shanghai, China, 2016, University of Itauna, University of Belo Horizonte, Brazil, 2016; University of Catania, Italy, 2017; UCLA School of Law, Los Angeles, USA, 2018; KU Leuven, Belgium, 2018; Freie Universitaet, Berlin, Germany, 2019; William & Mary Law School, Virginia, USA 2021);
7. **Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE)**
  - Expert of the OSCE Moscow mechanism on Human Rights (conducting missions with the aim to detect violations of human rights and international humanitarian law).
8. **United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC)**
  - Member of the UNODC Anti-Corruption Academic (ACAD) Initiative.
9. Expert consultant for the **Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Slovenia** on issues of international law
  - Lecturer and Examiner for the course International Law and Slovenia for DIPLOMATIC EXAM
10. Member of the **National Inter-Ministerial Commission for Human Rights**
11. Member of the **National Inter-Ministerial Committee for the implementation and dissemination of International Humanitarian Law and Permanent coordination group for implementation of IHL**
12. Member of the Slovenian **National Commission for UNESCO** (2005–2020)

13. Member of the **European Network of the European Centre for the Responsibility to Protect (ECR2P)** and Women Network on the Responsibility to Protect, Peace and Security

14. Member of the Human Rights Council, established by the **Human Rights Ombudsman** (Slovenia)

### III. Description of non-legal professional activities

Please find below a short list of **managerial/leadership positions**:

- University of Ljubljana, Headquarters, Ljubljana, Slovenia
  - Member of the University Commission for Quality Assurance (2018–2021)
  - Member of the Programme Council of the Interdisciplinary Doctoral Programme in Environmental Protection (2014–present)
  - Expert Assessor of study programs of the Faculty of Social Sciences in the fields of International Relations, European studies and Political Science for national accreditation
- University of Ljubljana, Faculty of Law, Ljubljana, Slovenia
  - Vice-Dean for Quality Assurance (2014–2018)
  - President of the Quality Assurance Commission (2014–2018)
  - Head of the Department of International Law (2015–present)
  - Director of the Institute for International Law and International Relations (2013–present)
- Center for International and Business Law, Ljubljana, Slovenia
  - Director (January 2009–2021)
- International Law Association (ILA)
  - Member of the Executive Council, London (2016–present)
  - President of the Slovene Branch, Ljubljana, Slovenia (2016–present)
  - Secretary and Treasurer of the Slovene Branch of the ILA (2005–2016)
- United Nations Association of Slovenia, Ljubljana, Slovenia
  - Vice-President (2005–2008)

### IV. Activities and experience in the field of human rights

1. Member of the United Nations Human Rights Committee (2019–2022);
2. Member of the Council of Europe (CoE) Working Group on the Environment and Criminal Law (CDPC-EC) (2021–2022);
3. Professor of public International Law, including international human rights law;
4. Academic supervisor of teams participating in moot court competitions in the field of international human rights law;
5. Project leader and researcher in the field of international human rights law (e.g. basic research project titled Development and use of artificial intelligence in the light of negative and positive obligations of a State to ensure the right to life (J5-3107) – see at: [www.ai-right-to-life.si](http://www.ai-right-to-life.si)).
6. Author of publications in the field of international human rights law;



7. Taking part, as an independent expert, in “follow-up” missions of the Centre for Civil and Political Rights (CCPR Centre) in various States parties to the ICCPR (e.g. Kazakhstan, Eswatini, Guatemala);
8. Organizer and Chair of international conferences in the field of international human rights law;
9. Member of the National Inter-Ministerial Commission for Human Rights (2005–);
10. Lecturer and a member of the organizing team at the Straniak Academy for Democracy and Human Rights: 2013, 2014, 2015, 2016, 2018, 2019 and 2020
11. Member of the Scientific Advisory Board of the Ludwig Boltzmann Institute for Fundamental and Human Rights (LBI-GMR); Vienna, Austria

## V. Publications and other works

Published numerous books, articles, studies etc. Full list of publications and other works (from 2002 to present: 778 items) can be downloaded through the official public online search engine available at: <https://cris.cobiss.net/ecris/si/en>.

10 selected works in the field of international human rights law:

1. SANCIN, Vasilka. Corruption as a serious inhibitor to human rights realisation: a response from the UN Human Rights Committee. *Zbornik Pravnog fakulteta u Zagrebu*. 2021, vol. 71, no. 1; pp. 23–49. ISSN 0350-2058. <https://hrcak.srce.hr/258416>. [COBISS.SI-ID 66986499], [SNIP].
2. SANCIN, Vasilka, General Comments and Recommendations, in: *Elgar Encyclopedia of Human Rights* (eds. C. Binder, M. Nowak, J. A. Hofbauer and P. Janig, (September 2022).
3. SANCIN, Vasilka, HRVATIČ, Sergeja, KEVORKIJAN, Lena, KORENJAK LALOVIČ, Eva. Covid-19 travel certificates: balancing the freedom of movement and protection of public health. *Studia iuridica Cassoviensia*, 2022, vol. 10, no. 1; pp. 114–132. ISSN 1339-3995. [https://sic.pravo.upjs.sk/ecasopis/102022-1/08\\_Sancin\\_COVID19.pdf](https://sic.pravo.upjs.sk/ecasopis/102022-1/08_Sancin_COVID19.pdf). [COBISS.SI-ID 102632451].
4. SANCIN, Vasilka, KRAJNC, Marko. The elusive notion of “peoples” in the context of post colonial self-determination claims: the case of Nagorno-Karabakh. *La Comunità internazionale*. 2021, vol. 76, n. 3; pp. 493–519. ISSN 0010-5066. [COBISS.SI-ID 86534147].
5. SANCIN, Vasilka. Mednarodno pravo in človekove pravice pred slovenskimi sodišči (International Law and Human Rightst Before Slovene Courts), *Pravnik: revija za pravno teorijo in prakso*, 2020, vol. 75, no. 11/12; pp. 831–851, 951–952. ISSN 0032-6976. [COBISS.SI-ID 48595459].
6. SANCIN, Vasilka, KOVIČ DINE, Maša. Ensuring access to safe drinking water as an imperative of sustainable development; in: MAUERHOFER, Volker (ed.). *Legal aspects of sustainable development: horizontal and sectorial policy issues*. Cham [etc.]: Springer, cop. 2016; pp. 95–108. ISBN 978-3-319-26019-8, ISBN 978-3-319-26021-1.
7. LORENZMEIER, Stefan, SANCIN, Vasilka. Introduction to contemporary issues of human rights in international, European and national settings; in: LORENZMEIER, Stefan (ed.), SANCIN, Vasilka (ed.). *Contemporary issues of human rights protection in international and national settings*. 1. Aufl. Baden-Baden: Nomos; [Oxford]: Hart, 2018; pp. 11–24, 310–311. ISBN 978-3-8487-2128-3, ISBN 978-1-5099-2175-1.
8. SANCIN, Vasilka. Translating R2P’s theory into practice; in: SANCIN, Vasilka (ed.). *Responsibility to protect: lessons learned and the way forward*. 1st ed. Ljubljana: Pravna fakulteta: = Faculty of Law, 2019; pp. 23–31. ISBN 978-961-6447-84-3.

9. SANCIN, Vasilka. The responsibility to protect: a multidimensional global and universal concept. Pravni zbornik: časopis za pravna i društvena pitanja. 2010, no. ¾; pp. 211–230. ISSN 0350-6630.

10. SANCIN, Vasilka. Mednarodna materialnopravna in institucionalna ureditev na področju človekovih pravic (International Substantive and Institutional Regulation in the Field of Human Rights); in: RUSTJA, Erika (ed.), Vzgoja in izobraževanje za človekove pravice : zbornik. Ljubljana: Pedagoški inštitut, 2008. Str. 15-27. ISBN 978-961-6086-73-8.

### Languages

	Reading			Writing			Speaking		
	very good	good	fair	very good	good	fair	very good	good	fair
<b>a. First language:</b>									
Slovenian	X			X			X		
<b>b. Official languages:</b>									
English	X			X			X		
French	X				X			X	
<b>c. Other languages:</b>									
Croatian/Serbian/ Bosnian/ Montenegrin	X				X		X		
Italian		X			X			X	
German		X				X			X
Spanish			X			X			X
Russian									
Learning Arabic									

## Milena Costas Trascasas (Spain)

Human Rights Consultant / Legal Adviser

- PhD in Law;
- 15 years of experience;
- Specialization: public international law, international humanitarian law, international human rights law and international criminal law;
- Member of the UN Human Rights Council’s Advisory Committee;
- Member of the OSCE Panel on Freedom of Peaceful Assembly and Association;
- English, Spanish, French and Italian.

### I. Member of the UN Human Rights Council’s Advisory Committee

#### A. From 2019 UN Independent Expert-Advisory Committee of the UN Human Rights Council

- Rapporteur of the AC report “Moving towards racial equality: study of the Advisory Committee on appropriate ways and means of assessing the situation (2021)” – A/HRC/48/72;
- Chair of the drafting group of the AC report “The impact of new technologies for climate protection on the enjoyment of human rights” (in elaboration);
- Member of the WEOG in the Working Group on Communications (2022–).
- Member of the drafting group of the AC reports on:
  - Negative effects of terrorism on the enjoyment of human rights (2021) – A/HRC/48/66;
  - Current levels of representation of women in human rights organs and mechanisms: ensuring gender balance (2021) – A/HRC/47/51;
  - Possible impacts, opportunities and challenges of new and emerging digital technologies with regard to the promotion and protection of human rights (2021) – A/HRC/47/52;
  - Research-based report on the importance of a legally binding instrument on the right to development (2020) – A/HRC/45/40.
- Research proposals:
  - Assessing human rights implications of neurotechnologies: towards the recognition of neurorights (Submitted to the HRC in AC27 session report, Feb 2022);
  - Practices negatively affecting the human rights of migrants (Submitted to the HRC in AC24 session report, Feb 2020).
- Relevant recent publications:
  - ‘The Advisory Committee’s contribution to advancing the human rights agenda: achievements and perspectives’, in *Multilateralism, human rights and diplomacy: a global perspective*, University for Peace, 2021, pp. 329–342.

## II. Professional experience

### A. From 2016 course instructor and collaborator – Universitat Oberta de Catalunya

- Teaching International Protection of Human Rights, IHL and International Criminal Law in the framework of the Master on Human Rights, Democracy and Globalization;
- Designing an on-line learning programme and elaborating materials (readings, case-study, activities), supervising Master's thesis and providing on-line teaching.

### B. From 2016 – consultant– Spanish Red-Cross National Society

- Coordinating, designing and lecturing in a distance learning programme on International Protection of Human Rights (3 months); elaborating materials (case-study, group activities), supervising projects;
- Providing technical support and carrying out research; drafting papers, briefings and publications on national policy issues;
- Carrying out and coordinating research; drafting a report on Spain's implementation of IHL obligations and other humanitarian commitments;
- Representing the Spanish National Society in the meetings of the European Legal Support Group (ELSG) meetings in other meetings and initiatives of the Movement.

### C. From 2015 – consultant (human rights and humanitarian protection) – several mandates and missions

#### 1. 2019–2021 – International Labour Organization

- Desk-research and drafting of a research strategy on the project 'Fundamental rights at work and environmental degradation: the case of forced labour and child labour'.

#### 2. 2020–2021 – European Business School, Paris

- Designing and teaching an advanced course on social corporate responsibility and the Sustainable Development Goals.

#### 3. 2018–2020 Università degli Studi di Sassari

- Designing and teaching an advanced course on the impact on human rights of counter-terrorism measures, including agenda and measures to countering violent extremism ('Fight against terrorism and human rights: EU's policy and practice').

#### 4. 2015–2017 and 2019 Office of the High Commissioner for Human Right (United Nations), Geneva

- Providing technical support and advise to the UN Advisory Committee's members;
- Carrying out research, drafting papers, briefings;
- Supporting the Secretariat in the organization of expert meetings and the sessions of the Advisory Committee.

#### 5. From 2016 Office for Democratic Institutions and Human Rights (ODIHR/OSCE), Warsaw

- Reviewing legal assessments on draft legislation on the right to freedom of peaceful assembly and association; contribution to the drafting of legal opinions;
- Field missions (Kazakhstan, Bosnia-Herzegovina).

**6. 2015–2018 Centre for Human Rights, Research and Advocacy, Malaysia**

- Organizing training courses on human rights and humanitarian issues for human rights promoters (40h); supporting the drafting process of a National Human Rights Plan; helping the elaboration of a shadow report for the Human Rights Council UPR; analysing the human rights situation in Malaysia and supporting the elaboration of advocacy strategy and recommendations addressed to national authorities.

**7. 2015 Democracy International Reporting, Berlin**

- Carrying out and coordination and drafting of an assessment on the implementation of the International UN Covenant on Civil and Political Rights in Pakistan. Directing the research of local consultants.

**D. 2013–2015 Research Fellow and Project Coordinator – Geneva Academy of International Humanitarian Law and Human Rights – Geneva**

- Carrying out research, drafting of reports including Academy Briefings and Policy papers;
- Organizing a series of regional experts meetings;
- Coordinating the implementation of research projects on IHL and human rights issues;
- Elaboration of research proposals.

**E. 2008–2013 lecturer and senior researcher – Universitat Jaume I de Castellón, Spain**

- Coordinating of the research and carrying out research in the framework of the European Commission's FP7 funded project 'Armed Conflicts, Peacekeeping, Transitional Justice: Law as Solution' (ATLAS);
- Reporting, drafting of several documents including a code of conduct for Common Security and Defence Policy operational personnel and a compilation of best practices on the integration of the human rights and international humanitarian law component in EU crisis management missions;
- Editing two collective publications;
- Organization of a experts meetings.

**F. 2005–2008 postdoctoral researcher, fellowship from the Spanish Ministry of Science and Education – Università degli Studi di Milano**

- Research activities in the framework of the project 'Counter-terrorism and the right to a fair trial';
- Collaboration in the teaching of human rights law;
- Publication of articles on human rights law and IHL issues.

**G. 2005 associate professor – Universidad Carlos III, Madrid**

- In charge of teaching 'Public International Law' (three groups).

## H. 2002–2004 legal adviser – Human Rights Office of the Spanish Ministry of Foreign Affairs and Cooperation, Madrid

- Supporting the work of the Human Rights Office;
- Drafting of reports, speeches and official documents;
- Coordination of the Spain’s periodical reports before the UN Human Rights Committees;
- Supporting the process towards the drafting of a national human rights plan;
- Participating in international conferences and meetings, including the Conference of the International Movement of the Red Cross and the Red Crescent Conference of the International Movement of the Red Cross and the Red Crescent.

## I. 2000–2004 trainer – National Society of the Spanish Red Cross, Madrid

- Collaboration in the activities of the Centre for Studies of International Humanitarian Law;
- Delivering specialized training on IHL to the police, the military, journalists and representatives of civil society on international humanitarian law and human rights issues.

## J. 1997–2001 teaching assistant and PhD candidate,– Universidad Complutense, Madrid

- Teaching activities in the department of public international law and private international law;
- Research activities in the framework of my thesis project on the ‘Protection of the Person in Situations of Internal Violence’ (research fellowship from the University).

## III. Other relevant professional experience

### Electoral Observer for the European Commission

- Madagascar (2000);
- Palestine (2003);
- Nepal (2005).

## IV. Education

<i>2004</i>	<b>PhD in Law</b> , Universidad Complutense de Madrid Topic: ‘The protection of the person in situations of internal violence’;
<i>2000</i>	Member of the Madrid Bar Association;
<i>1999</i>	Postgraduate Diploma in Legal Practice, Universidad Nacional de Educación a Distancia, Spain;
<i>1999</i>	Bachelor of Laws, Universidad Complutense de Madrid, Spain;
<i>1966</i>	Postgraduate Diploma in Accounting, Universidad Nacional de Educación a Distancia, Spain.

## V. Specialization

2018	PHAP Certification in International Legal Frameworks for Humanitarian Action, Applying Humanitarian Principles in Practice and Understanding the Humanitarian Ecosystem;
2015	Course on Mediation Skills, UNITAR;
2007	Summer Session on Human Rights at the Academy of European Law, European University Institute, Florence;
1999	ICRC Course on International Humanitarian Law, Warsaw;
1999	Summer Session on Human Rights at the Academy of European Law, European University Institute, Florence;
1998	Human Rights Course at the René Cassin International Institute of Human Rights, Strasbourg;
1997	Hague Academy Summer Course on Public International Law, The Hague;
1996–1997	Refugee Law Specialisation Course, University Carlos III, Madrid.

## VI. Projects

### Project coordinator and senior researcher

- Assessing the human rights impact of neurotechnology: towards the recognition of neurorights (ongoing research, UN Human Rights Council’s Advisory Committee);
- Facilitating Peaceful Protests’, Geneva Academy, funded by the Swiss Government, 2013–2015;
- ‘Drones and Autonomous Weapons System under International Law’, Geneva Academy, funded by the Swiss Government, 2013–2015;
- ‘Armed Conflicts, Peacekeeping, Transitional Justice: Law as Solution’ (ATLAS), University Jaume I de Castellón, funded by the European Commission. Cooperative project with the University Sorbonne, Université Libre de Bruxelles, Universidad de Valencia, British Institute of Comparative Law, 2008–2012;
- ‘International Crimes, Italian Law Making Policy and Prospective Legislation’, Università degli Studi di Milano, funded by the Italian Foundation Cariplo, 2011–2013.

### Senior researcher

- ‘International Organizations’ responsibility for actions committed in armed conflict or post-conflict situations’ funded by the Spanish Ministry of Science and Research, 2010–2013;
- ‘Terrorism and international legacy’, funded by the University Complutense of Madrid, 2008–2011;
- ‘Fight against terrorism, international humanitarian law and international criminal law’, funded by the Spanish Ministry of Science and Education, 2005–2008.

## VII. Languages

- English      Advanced
- French        C1
- Spanish       Mother tongue
- Italian        C2

## VIII. Publications

### A. Books

- *Violencia interna y protección de la persona: una laguna del Derecho internacional*, Tirant lo Blanch, Valencia, 2008, 606 pp.
- *Mainstreaming Human Rights in EU CSDP Missions: A Transversal Analysis*, (editor) Psilicom, Valencia, 2012, 567 pp.
- *The Integration of the Human Rights Component and International Humanitarian Law in Peace Missions Led by the European Union*, International Colloquium (editor with Mariano Aznar Gómez), Psilicom, Valencia, 2011, 132 pp.

### B. Book chapters and articles

- ‘The Advisory Committee’s contribution to advancing the human rights agenda: achievements and perspectives’, in *Multilateralism, human rights and diplomacy: a global perspective*, University for Peace, 2021, pp. 329–342.
- ‘El enfoque de derechos humanos en las políticas de drogas: su impacto en las familias vulnerables y dependientes de cultivos ilegalizados’, *Ensayos para un nuevo paradigma en la política de drogas*, Occasional Papers, 2020, pp. 34–41.
- ‘EU Counterterrorism Policy and Human Rights: Are we in the right track?’, in E. Conde, M. Socopetti, Z. Yaneva (eds) *Routledge Handbook of EU Security Law and Policy*, 2019, pp. 303–322.
- ‘Protecting the right to protest in armed conflict’, in: Annyssa Bellal (ed.), *The War Report. Armed Conflict in 2014*, Oxford University Press, 2015, pp. 277–313.
- ‘Access to the Territory of a Disaster-Affected State’, in: A. De Guttery et al (eds.), *International Disaster Response Law*, Asser Press, The Netherlands, 2012, pp. 221–249.
- ‘Transversal Analysis on the Integration of the Human Rights Component and Recommendations’, in: M. Costas Trascasas, *Mainstreaming Human Rights in EU CSDP Missions: A Transversal Analysis*, Psylicom, Valencia, 2012, pp. 451–485.
- ‘EU Rule of Law Mission in Georgia’, in: M. Costas Trascasas, M., *Mainstreaming Human Rights in EU CSDP Missions: A Transversal Analysis*, Valencia, 2012, pp. 285–302.
- ‘EU Monitoring Mission in Georgia’, in: M. Costas Trascasas, *Mainstreaming Human Rights in EU CSDP Missions: A Transversal Analysis*, Psylicom, Valencia, Psylicom, 2012, pp. 405–428.
- ‘The New EU Strategy on Procedural Rights: One Step Forward or Two Backwards?’ in: M. Pedrazzi et al (eds.), *Individual Guarantees in the European Judicial Area in Criminal Matters*, Bruylant, Bruxelles 2011, pp. 189–205.
- ‘Los límites al uso de la fuerza en la represión de disturbios a la luz de la sentencia del TEDH en el caso Giuliani y Gaggio c. Italia’, in M. Aznar Gómez (ed.), *Estudios*



*de Derecho internacional y Derecho Europeo en Homenaje al Profesor Manuel Pérez González*, Tirant lo Blanch, Valencia, 2011, pp. 341–366.

- ‘La determinación del régimen jurídico aplicable a la protección de las personas en situaciones de disturbios y tensiones internas’, in J.L. Rodríguez Villasanté, and J. López, *La protección de la dignidad de la persona y el principio de humanidad en el S. XXI. Estudios de Derecho Internacional Humanitario, Derechos Humanos y Función Policial in memoriam Gonzalo Jar Consuelo*, Tirant lo Blanch, Valencia, 2011, pp. 557–581.
- ‘Comisiones y tribunales militares y los límites al derecho a un juicio justo en la lucha contra el terrorismo internacional’, in M. Pérez González (dir.), *Lucha contra el terrorismo, Derecho Internacional Humanitario y Derecho Penal Internacional*, Tirant lo Blanch, Valencia 2011.
- ‘Conclusions to the Colloquium’ (with Svetlana Zasova), in: M. Aznar Gómez and M. Costas Trascasas, *The Integration of the Human Rights Component and International Humanitarian Law in Peace Missions Led by the European Union*, International Colloquium, Psilicom, Valencia, 2011, pp. 120–126.
- ‘Terrorisme et justice Dans les Territoires Occupés: réflexions préliminaires pour mieux comprendre la situation actuelle’, 6(24) *International Studies Journal*, 2010, pp. 63–92.
- ‘Lotta al terrorismo internazionale e deroghe alla CEDU di fronte alla Corte europea dei diritti umani’, 3(2) *Diritti umani e diritto internazionale*, 2009, pp. 426–432.
- ‘Terrorism, State of Emergency and Derogation of Judicial Guarantees’, in P. Antonio Fernández Sánchez (ed.), *International Legal Dimensions of Terrorism*, Martinus Nijhoff, 2009, pp. 469–495.
- ‘Intervento umanitario e Responsibility to Protect secondo il diritto internazionale’ (with Gabriella Venturini), in Pace, Guerra, *Conflitto nella Società dei Diritti* (a cura di B. M. Bilotta, F. A. Cappelletti, A. Scerbo), Giappichelli, Torino, 2009, pp. 183–219.
- ‘Políticas, instrumentos e iniciativas de la Unión Europea para el fomento de los derechos humanos y de la democracia en terceros Estados: algunas reflexiones críticas’, in C. Pérez Bernárdez (ed.), *La Proyección Exterior de la Unión Europea: Desafíos y Realidad*, ed. Tirant lo Blanch, Valencia, 2007, pp. 271–315.
- ‘La Ley estadounidense de comisiones militares: elementos para un análisis crítico desde la perspectiva del Derecho internacional’, *Anuario Español de Derecho Internacional*, Vol. XXIII, 2007, pp. 407–436.
- ‘La nueva Ley estadounidense de comisiones militares’, 14 *Revista Electrónica de Estudios Internacionales*, 2007.
- ‘El CICR y la regla de la confidencialidad como garantía funcional de su actuación: reflexiones al hilo de la decisión del Tribunal Internacional para la antigua Yugoslavia de 27 de julio de 1999’, 76 *Revista Española de Derecho Militar*, 2000, pp. 31–68.

### C. Selected reports and other documents

- ‘Fundamental rights at work and environmental degradation: the case of forced and child labour’, ILO Research Papers, 2022 (forthcoming);
- ‘La protección del medio ambiente: la perspectiva de los derechos humanos y del derecho internacional humanitario’, Documento de Conclusiones, Cruz Roja Española, marzo 2022;
- ‘La protección de las mujeres y las niñas contra la violencia sexual en situaciones de conflicto armado’, Cruz Roja Española, marzo 2021;

- ‘Protección de la infancia: evaluación de necesidades y mejora de instrumentos. Conclusiones y recomendaciones’, Cruz Roja Española, marzo 2020;
- ‘ICCPR implementation in Pakistan: Assessment and Recommendations’, Democracy Reporting International, 2016;
- ‘Facilitating Peaceful Protest’, Geneva Academy Briefing n.5, January 2014;
- ‘Regional Experts Meeting on Security, Policing and Use of Force, Summary of discussions and main recommendations’, Buenos Aires, 8–9 May 2014, Geneva Academy, UNODC and CELS;
- ‘Experts Meeting on armed drones and robots under international law, Summary of discussions’, Divonne 3–5 December 2013, Geneva Academy and UNIDIR.

## Javier Palummo (Uruguay)

### I. Academic studies

- 2017–22 **PhD in Human Rights.** Institute of Justice and Human Rights of the National University of Lanús, UNLA (Argentina). Thesis in process;
- 2004–08 **MA in Public Policies and Children’s Rights.** Faculties of Social Sciences, Law, Medicine, Psychology of the University of the Republic, UDELAR (Uruguay);
- 2004–07 **Specialization Diploma in Children’s Rights and Public Policies,** Faculties of Social Sciences, Law, Medicine and Psychology of the University of the Republic, UDELAR (Uruguay);
- 1994–01 **Doctorate in Law and Social Sciences,** Faculty of Law of the University of the Republic, UDELAR (Uruguay);
- 1994–98 **Law Degree,** Faculty of Law of the University of the Republic, UDELAR (Uruguay).

### II. Recent work experience

- 2022 **Vice-Chairman of the Advisory Committee of the United Nations Human Rights Council.** Geneva, Switzerland;
- 2021 **Rapporteur of the Advisory Committee of the United Nations Human Rights Council.** Geneva, Switzerland;
- 2019 **Member of the Advisory Committee of the United Nations Human Rights Council.** Geneva, Switzerland;
- 2015– **Director of Research and Information Management.** Institute of Public Policies on Human Rights of MERCOSUR (IPPDH), Buenos Aires, Argentina;
- 2012–14 **National Technical Assistant.** Project of the United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women (UN WOMEN) and **Head of department of Regulation of Gender Policy** in National Women’s Institute (INMUJERES) Uruguay;
- 2009–2014 **Regional Expert/Consultant.** United Nations Children’s Fund (UNICEF), Regional Office for Latin America and the Caribbean, Panama;
- 2009–11 **Specialist in Children’s Rights.** Inter-American Commission on Human Rights (IACHR) of the Organization of American States (OAS), Washington DC;
- 2009 **Lawyer specialised in the rights of children and adolescents.** Institute of Children and Adolescent of Uruguay (INAU), Montevideo, Uruguay.

### III. Recent academic work experience

- 2020 Academic member of the **Jean Monnet Center of Excellence** of the **Faculty of Law of the University of Buenos Aires (UBA)**;
- 2019– Associate Professor of the **Institute of Human Rights, Faculty of Law of the University of the Republic (UDELAR)**;
- 2019–22 Visiting professor in the **Master’s Degree in Human Rights and Democratization in Latin America and the Caribbean** of the

- National University of San Martín (UNSAM)**, Buenos Aires, Argentina;
- 2019– Professor of the Diploma in Criminal Procedural Law of the **Criminal Thought Association (APP)** and **National University of José C. Paz (UNPAZ)**, course on the Juvenile Criminal Process;
- 2018– Professor of Diplomas, Seminars and Postgraduate Courses at the **Faculty of Law of the University of Buenos Aires (UBA)**: Diplomas in “Equality and Non-Discrimination”; “Migrants and Refugee Protection”; and academic activities of the Jean Monnet Centre of Excellence “Regional Integration and Human Rights”;
- 2015– Director of the International School of the **Institute of Public Policies on Human Rights of MERCOSUR**, Buenos Aires, Argentina;
- 2015– Visiting Professor of the Inter-American Course on International Migration of the **International Organization for Migration (IOM)**, Regional Office for South America, Buenos Aires, Argentina;
- 2012–14 Professor in the Technician and Degree in Social Education, of the **Faculty of Human Sciences of the Catholic University of Uruguay Dámaso Antonio Larrañaga (UCUDAL)** and in the career of Social Educator of the Council of **Training in Education, National Administration of Public Education (ANEP)**, Uruguay;
- 2011–13 Professor at the **National School of Public Administration**, National Civil Service Office, Presidency of the Republic, Uruguay.

#### IV. Other courses (selection)

- 2022 **Results-based management (RBM)**, Division of Data, Analytics, Planning and Monitoring, UNICEF, e-course;
- 2019– **Advanced Course on Justiciability of Economic, Social and Cultural Rights: Theory and Practice**, Institute for Human Rights at Åbo Akademi University, Turku/Åbo, Finland;
- 2019 **Course for Latin America on International Refugee Law**, International Institute of Humanitarian Law, Sanremo, Italy;
- 2008 **Specialized Program on Women’s Human Rights**. Raoul Wallenberg Institute for Human Rights and Humanitarian Law in Sweden; Institute of Democracy and Human Rights of the Pontifical Catholic University of Peru;
- 2005 **Course on Jurisdictional Protection of the Rights of the Child**. At Universidad Diego Portales (UDP), Faculty of Law, Chile; Supreme Court of Justice, Paraguay; and UNICEF, in Asunción, Paraguay;
- 2004, 05 and 07 **International Colloquia on Human Rights. (2007) VII** Colloquium “Strengthening Human Rights”, at the FGV, Brazil, Conectas-Sur, São Paulo. **(2005) V** Colloquium “South-South Dialogue to Strengthen Human Rights”, at PUC-SP, Brazil, Conectas-Sur, São Paulo. **(2004) IV** Colloquium “The Declaration and the UN Development Goals for the Millennium: challenges for human rights”, at PUC-SP, Brazil, Conectas-Sur, São Paulo;
- 2003– **Course for Graduates in Juvenile Criminal Law**. Faculty of Law of the University of the Republic, UDELAR (Uruguay);
- 2002 **Training course on Human Rights of Children and Adolescents**. Human Rights Center of the University of Chile.

## V. Publications, articles and reports (selection)

- [Author] Childhood in the context of international migration: access to justice, cooperation and coordination from a regional perspective, in: Espejo, Nicolás (Coordinator), Access to justice and comprehensive protection of the rights of children in contexts of international mobility, Supreme Court of Justice of the Nation, Mexico City, 2021;
- [Member of the drafting group] Impacts, opportunities and challenges that new and emerging digital technologies may entail in relation to the promotion and protection of human rights. Report of the Advisory Committee of the Human Rights Council, A/HRC/47/52, May 2021;
- [Member of the drafting group] Current level of representation of women in human rights bodies and mechanisms: ensuring gender balance. Report of the Advisory Committee of the Human Rights Council, A/HRC/47/51, May 2021;
- [Author] Coordination and cooperation for the protection of the rights of children and adolescents in contexts of migration: the development of a regional experience, in: Pizzolo, Calogero (Coord.), Regional Integration and Human Rights: Points of Convergence, Astrea, Buenos Aires, 2021. ISBN: 978-987-706-384-4;
- [Author] Human rights as an instrument to guide public policy: a regional perspective, in: Electronic Journal of the Human Rights Council, No. 3, December 2020;
- [Member of the drafting group] Study on national policies and human rights. Report of the Advisory Committee of the Human Rights Council, A/HRC/45/39, July 2020;
- [Coordinator] LGTBI. Regional Compendium of Good Government Practices for the Guarantee and Protection of Rights, IPPDH-MERCOSUR, Buenos Aires, 2017. ISBN: 978-987-46093-3-5;
- [Co-author] Judicial practices in the infringement processes of adolescents. Maldonado, Montevideo, Paysandú and Salto. 2005–2013, FJD, UNICEF, Montevideo, 2017. ISBN: 978-92-806-4889-8;
- [Co-author] Violence against children and adolescents. Judicial protection and institutional practices in the city of Montevideo, FJD, UNICEF, Montevideo, 2017. ISBN: 978-92-806-4872-0;
- [Coordination] Older Persons: towards a regional rights agenda, IPPDH-MERCOSUR, Buenos Aires, 2016. ISBN: 978-987-46093-1-1;
- [Coordination] A 40 years of the Condor, From repressive coordination to the construction of regional public policies on human rights, IPPDH-MERCOSUR, Buenos Aires, 2015. ISBN: 978-987-46093-0-4;
- [Author] Juvenile Criminal Justice. Situation and perspectives in Latin America and the Caribbean, UNICEF, Panama, 2014;
- [Consultant] IACHR, Right of the Child to the Family. Alternative care. Ending Institutionalization in the Americas (OEA/Ser.L/V/II. Doc. 54/13 October 17, 2013). Consultant in charge of the study and collaboration in the preparation of the report;
- [Author] The situation of children and adolescents in protection and care institutions in Latin America and the Caribbean, UNICEF, Panama, 2013;
- [Co-author] Boarding schools. Judicial practices of institutionalization for the protection of children and adolescents in the city of Montevideo, FJD, UNICEF, Montevideo, 2013;
- [Coordination] Towards a State policy in deprivation of liberty. Dialogue, recommendations and proposals, SERPAJ, OSJ, Montevideo, 2012. ISBN: 978-9974-564-37-4;

- [Coordinator] Work within prisons and the employment of people released from the prison system. Legal and regulatory situation, ILO, Ministry of the Interior, Montevideo, 2011. ISBN: 978-9974-8340-0-2;
- [Consultant] IACHR, Juvenile Justice and Human Rights in the Americas (OEA/Ser.L/V/II. Doc. 78 July 13, 2011). Consultant in charge of the study and collaboration in the preparation of the report;
- [Co-author] Guide for the monitoring and political advocacy of organized civil society, Project J, United Nations System, United In Action Program, Montevideo, 2010;
- [Author] Situation of Citizen Security in Uruguay, in Guajardo García, Carlos (Ed.), Security and Prevention: The Situation of Argentina, Chile and Uruguay, International Center for the Prevention of Crime, Urban Security Program of the Alberto Hurtado University, Chile, 2009;
- [Coauthor] Discrimination and human rights in Uruguay. The voice of children and adolescents. An example of Good Practice when Working on the Issue of Discrimination, Comité de Derechos del Niño Uruguay – Save the Children Sweden, 2005;
- [Co-author] The Process of Legislative Reform in Uruguay, in García Méndez, Emilio and Beloff, Mary (Comp.) Childhood, law and democracy in Latin America, II, Third edition, Temis S.A., Bogotá, 2004.

## VI. Conferences and events

He has participated as a lecturer and speaker in numerous seminars and events.

## VII. Participation in organizations and networks

He has integrated and advised non-governmental human rights institutions, held different positions in the Uruguayan Bar Association, and has integrated working and study groups, as well as networks of social entrepreneurs and human rights activists.

## VIII. Languages

	<i>Writing</i>	<i>Reading</i>	<i>Speaking</i>	<i>Listening</i>
English	High	High	Med	High
Portuguese	High	High	Med	High

Montevideo, April 2022.

## **Jewel G.L. Major (Bahamas)**

### **I. Professional experience**

Ms. Major, an attorney, has worked extensively in the field of law and human rights and at the national level she has led State reporting on various human rights issues and contributed to legal and human rights training and education. Ms. Major has participated widely in International Workshops and Conferences on a diverse range of human rights topics. She currently serves as Assistant Director of Legal Affairs and Heads the Human Rights Section in the International Legal Cooperation Unit of the Office of the Attorney-General. Ms. Major has conducted training on the UN Human Rights System and advises the Government on legal reform, has drafted and negotiated Multilateral and Bilateral Agreements, Treaties and Memoranda of Understanding between the Bahamas and other countries, chaired the National Human Rights Reporting Cooperation Mechanism, Chaired the National Migration Working Group and has appeared before the International Human Rights Treaty Bodies for Review on International Treaty Matters and the Universal Periodic Review.

### **II. Education/training:**

- Training on the Convention Port State Measures, Nassau, The Bahamas – November 2016;
- Course on Statelessness-Humanitarian Law Institute, Sanmarino, Italy – September 2016;
- Trainer of Trainer Course in the United Nations Human Rights Conventions – December 2015;
- Training in the Reporting Procedure for the United Nations Conventions – June 2015;
- Reporting Process and Implementation of The United Nations Human Rights Treaty Body System – February, 2014;
- UNHCR-Screening Refugees – 2013;
- WTO Dispute Settlement Course – April 2010;
- CARICOM-Treaty Law and Practise – July 2009;
- CARICOM-Treaty Law and Practise and Domestic Implementation – July 2009;
- Human Trafficking – sponsored by The American Embassy in April 2008;
- “*Writing Effective Budgets*” sponsored by the Public Service Commission in 2006;
- Certified as a *Restorative Justice facilitator* with New Zealand’s Restorative Justice Consortium – 2002;
- *Alternative Dispute Resolution training* Qualified Mediator – January 1997;
- Certificate of Legal Education-Call to the Bahamas Bar – December ,1997;
- Certified Addiction Counsellor – April 1989;
- Bachelor of Arts in Psychology, Trinity College, Deerfield, Illinois – 1978–1984.

### **III. Employment:**

- 2021–Present – Assistant Director of Legal Affairs
- 2012–2021 – Chief Counsel
- 2007–2012 – Senior Counsel
- 2007–Present – Office of The Attorney-General and Ministry of Legal Affairs

- 2003–2007 – Urban Renewal Research and Planning Unit
- 1992–2003 – Christie, Davis and Co, Law Chambers
- 1987–1991 – The Bahamas National Council
- 1984–1986 – The Health Institute as a Psychological Therapist

#### **A. International Legal Cooperation Unit**

- Providing leadership to the organization of the Transfer of Offenders matters;
- Mutual Legal Assistance and Criminal Justice International matters;
- International Child Abduction matters;
- Vetting request from Ministry of Finance and United Nations (UN) and Inter-American Human Rights Matters (IACHR);
- Writing Opinions;
- A part of the legal team for the EPA Implementation;
- Responsible for the Office of The Attorney-General’s contribution and leadership in the United Nations Human Rights Conventions;
- Drafting and negotiating Multilateral and Bilateral Agreements, Treaties and Memorandums of Understanding between the Bahamas and other countries;
- Provide leadership to the organization of the Transfer of Offenders matters leading a monthly inter-agency meeting (BDCS, Passport Office, and MNS);
- Mutual Legal Assistance and Criminal Justice International matters.
- Appear before the Magistrate, Supreme Court and the Court of Appeal;
- Treaty Negotiations-Lead negotiator on the Memorandum of Understandings/Agreements with the Republic of Cuba, The Republic of Haiti and the Dominican Republic;
- United Nations Human Rights Matters – the preparation of National Reports (providing leadership to the Working Groups concerning the same);
- United Nations High Commission on Refugee – Liaison for UNHCR matters;
- Chairperson of the National Reporting Cooperation Mechanism;
- Chairperson of the Migration Working Group;
- Responsible for the Monthly updates for Extradition Matters;
- Focal Point for all Human Rights Matters;
- One of the two attorneys having carriage of the International Child Abduction cases. Responsible for the monthly updates of Child Abduction matters;
- Organized Training for Ministry of Foreign Affairs, Ministry of Social Service and Department of Immigration and vet request from the Ministry of Foreign Affairs, The Department of Social Services and the Department of Immigration;
- Appear before International Treaty Bodies for Review on International Treaty Matters;
- Trainer of Trainer in United Nations System and UN Human Rights Conventions;
- **Human Rights Section** – Presently leading a section within the International Legal Cooperation Unit that deals with all international Human Rights matters;
- Conducted training on the United Nations Systems, UN Human Rights Training and the guidelines for writing periodic reports.



**B. September 2006–2007: Deputy Director of Urban Renewal, Office of the Prime Minister**

- To assist with the structural development of the newly formed Department of Urban Renewal;
- Assist with the preparation and review of reports related to the financial planning, budget and expenditure requirements for the Department;
- Responsible for the supervision of staff and the office of the Department;
- Responsible for the preparation of the annual budget;
- Assist with the co-ordination of the work of the various Urban Renewal task force offices throughout the country;
- Overseeing and reporting on the progress of projects and programs to the Department;
- Responsible for all matters relative to recommendations pertaining to staff recruitment, promotions and training needs;
- Assist with the preparation of the organization and procedural manuals and specific job descriptions as required;
- Member of the team that worked with the Drafting Section at the Office of The Attorney General to draft legislation for The Department of Urban Renewal;
- Designed many community initiatives;
- Speakers circuit for the Urban Renewal Initiative;
- Founder and facilitator for the “Families Against Murder” (FAM).

**C. 2004–2006: Assistant Director of the Urban Renewal Transformation and Research Unit – Ministry of Housing and National Insurance**

- Organize the research (schedule and assignments);
- To conduct the weekly staff meetings;
- Manage the day-to-day operations of the Unit;
- To research and to create sustainable partnerships within the urban communities.

**D. 1997–2003: Associate Attorney at Davis & Co. Law Chambers (formerly known as Ingraham, Christie & Co. and then Christie, Davis & Co.)**

- Appeared in the Magistrate Court, Juvenile Court, Coroner’s Court, Supreme Court, Elections Court, Labour Conciliations and Tribunals. Appeared in the role of a Solicitor in the Court of Appeal and the Privy Counsel;
- Criminal Litigation: unlawful carnal knowledge, rape, robbery, armed robbery, stealing in course of employment, fraud, housebreaking, causing grievous harm, killing in the course of dangerous driving, extradition, manslaughter, attempted murder and murder;
- Commercial: one of two attorneys assigned to represent Crystal Palace Hotel. This included; labour disputes (in conciliations and the tribunals), industrial accidents and negotiations for Industrial agreements;
- Civil Procedure: contracts, malpractice, personal injuries, Sale of Land, Wills and Probate;
- Managed the Firm’s Family practice which included divorces, separation agreements, adoptions, maintenance and custody.

**E. 1987–1992: National Drug Council and psycho-therapist with the Health Institute**

- Lead drug education to the rural areas of New Providence and the Family Islands;
- Therapist for High School students with the Health Institute;
- Evening recreational activities for drug addicts.

**F. 1991–1993: Appointed to the Juvenile Panel resigned to commence law studies**

**G. 1995–1997: President of the Law Student’s Association**

**IV. Experience with the Office of the High Commissioner for Human Rights**

**A. Appearances:**

- 2012, July – Appeared before the *Committee for the Convention on the Elimination of Discrimination Against Women (CEDAW)* – United Nations in New York at the Fifty-second session, as lead Counsel;
- 2013, January – Appeared before the Human Rights Council to present the *Universal Periodic Review (UPR)*, United Nations, Geneva, Switzerland at the Fifteenth session, as lead Counsel;
- 2015, Covered the Session of the Human Rights Council for The Bahamas, Geneva, Switzerland;
- 2018, Appeared before the Human Rights Council to present the Country’s *Universal Periodic Review (UPR)* at the United Nations, Geneva Switzerland at the 29<sup>th</sup> session, as lead Counsel;
- 2018, Appeared before the *Committee for the Convention on the Elimination of Discrimination Against Women (CEDAW)* – United Nations, Geneva Switzerland at the session as lead Counsel.

**B. Lead the following initiatives:**

- 2014 – Planned Workshop training: A Workshop and Training on, “*The Reporting Process and Implementation of The United Nations Treaty Body System*”, was conducted on February 27th and 28th, 2014 in Nassau, The Bahamas. The trainer was Mr. Bradford Smith of the High Commissioner’s Office on Human Rights, Geneva, Switzerland;
- 2013 – Organized The Bahamas participation in a Case Study sponsored by the Universal Periodic Report (UPR) – A case study which purpose was to assist State parties and other actors to share knowledge, information and relevant good practices regarding national reporting and coordinating mechanisms. The study focused on the experiences of different countries in establishing a national reporting and coordinating mechanism for reporting United Nations human rights bodies and for following up the implementation of the decisions and recommendations of these bodies. The study included 4 case studies which looked at the current practices and challenges faced in the establishment of mechanisms in these countries; The Bahamas, was one of the countries approached to participate. We are waiting for the results of this study;
- 2015 – Established and chair the *Migration Working Group (MWG)*;

- 2015 – Established and chair the National Reporting Cooperation Mechanism (NRCM);
- 2017 – Chaired the Caribbean Migration Consultations (CMC) in Nassau, The Bahamas, Represented The Bahamas at the formation meeting of the CMC in Belize, 2016–Sponsored by IOM/UNHCR.
- 2017 – Lead the planning and execution of the Roundtable discussion for the United Nations Convention Against Torture Initiative (CTI), and its ratification, Nassau, The Bahamas.
- 2022 – Three day virtual training partnering with the UN.

## V. Research papers and publications

- June to July 2005, designed an interactive game to develop self-awareness, progress and intellect in school and children. To help students transform themselves, their schools, their communities and their country. From October to December 2005 this game was piloted at E. P. Roberts Primary School;
- “*The Socio-Demographic Profiles of five of the Urban Renewal Areas*”, published in August 2005;
- In October 2005, lived in the Mudd and Pigeon Peas, (two Haitian communities in Marsh Harbour, Abaco) to create a profile and to trace the historical development and variables that contributed to the growth and sustainability of these communities. Research completed in January of 2006; paper was never published;
- “*The Case of the Englerston District Constables: Sustainable Development and Urban Renewal*” was published in November 2005;
- “*Spiritual Transformation and Urban Renewal*” was published in June 2006; and
- Research for the paper, “*Music and Empowerment: Study of the Urban Bands and Their Contribution to the Empowerment of the Students and Their Communities*” was completed in June 2006 and never published.

## VI. Contribution to United Nations human rights country reports

- 2008 – Made a contribution to the “Fundamental Rights of Women Section” in preparation for the Universal Periodic Review Adoption of The Bahamas in Geneva, Switzerland;
- 2008 – Conducting the research to contribute for the International Covenant on Civil and Political Rights report;
- 2011 – Assisted in writing the CEDAW Periodic Report – 2011;
- 2012 – Assisted In writing the UPR Country Report – 2012;
- 2014 – assisted with the Convention on The Rights of The Child Report – 2014;
- 2016 – lead the writing of the UPR Report October 2016;
- 2016 – Assist with the CEDAW Periodic Report.

## VII. Other speaking engagements

- Panellist at the Caribbean Regional Consultations, Grand Cayman Islands, sponsored by UNHCR and IOM – September 2014;
- Expert at the United Nations’ Universal Periodic Review Workshop in FIGI – November 2015;
- Presented at the Hague Meeting International Law, Guyana, September 2016;

- Presented at the Convention Against Torture initiative (CTI) on the United Nations Convention Against Torture Closed Meeting of Non-Member States, CHILE. March 2017;
  - Spoke on behalf of the Caribbean States on the Implementation of ‘The Brazil Plan of Action’ at Brasilia, Brazil – Sponsored by IOM and UNHCR – February 2018;
  - Planned and executed Training for Government and Civil Society on the issue of “Statelessness” partnering with UNHCR – June 2019;
  - Planned and participated in a training by UNICEF and IsraAid in conducting child friendly spaces during a disaster, October 2019. Directed a Child Friendly space after hurricane Dorian from September 2019–March 2020;
  - Expert and Facilitator for Technical Workshop for CTI Redress for Commonwealth and Caribbean – December 2020 – virtual;
  - Expert at the Regional Workshop on the National Mechanism for Reporting and Follow-up-sponsored by the United Nations – December 2021.
-